

Pourquoi les entreprises doivent RÉSISTER À LA WOKE CULTURE

Le décryptage de Denis Jacquet



(Photo by Mick Haupt - Unsplash)

À propos

Écrivain, investisseur, fondateur de l'association Parrainer la croissance et du Day One Movement, Denis Jacquet a aussi créé et dirigé plusieurs entreprises. Se définissant lui-même comme un entrepreneur engagé, il œuvre en faveur de l'Homme et du collectif.

Son objectif est d'inciter les patrons à s'investir pour aboutir à une société plus cohérente par l'inclusion de tous via l'entreprise. Il intervient régulièrement dans nos pages pour nous faire partager son expertise.



(D.R.)

Phénomène social, la woke culture et la cancel culture s'invitent de plus en plus dans le débat public et dans les entreprises. Avec des conséquences qui sont loin d'être anodines.

Comment une inoffensive poêle servant à cuisiner des légumes peut-elle bien menacer la société ? Je vous rassure : je ne parle pas de wok mais de woke culture et de cancel culture ; une idéologie qui, selon nombre d'intellectuels, met en danger une société confondant lutte pour l'égalité avec lutte des classes.

Dérapage

Au départ, la woke culture (awake : être conscient) cherchait à éveiller les consciences sur les inégalités raciales. Dans la lignée de Martin Luther King. Indispensable, intellectuel et militant. Rien à dire, bien au contraire. Comme souvent, le mouvement a dévié, avec l'aide des réseaux sociaux, pour anéantir (cancel culture) tous ceux qui ne cèdent pas au « politiquement correct » aussitôt accusés, sans autre procès que celui mené par les « prêtres activistes » d'Internet, ces nouveaux Inquisiteurs qui détruisent le présumé innocent d'un tweet incendiaire relayé par le kärcher médiatique.

C'est ainsi que Greta Thunberg est élevée au rang de sainte, même lorsqu'elle raconte n'importe quoi, et que la sœur d'Adama Traoré est érigée en icône de Louboutin, alors même qu'un grand nombre de personnes de sa propre famille sont en prison ou viennent d'en sortir.

Une culture dans laquelle une blague potache devient une injure raciale qui aurait mené à Coluche en prison. Sous prétexte de libération, on s'enferme dans une dictature verbale à laquelle la culture française du principe

de précaution cède si facilement.

Et dans les entreprises ?

Et l'entreprise cède elle aussi. Or, son rôle n'est pas de réparer les inégalités de la société ; il est de faire de la croissance économique, offrir un travail en échange d'un salaire. Elle n'a pas à aménager le travail en fonction des sentiments, religions ou états d'âme des uns et des autres.

La seule attente que l'on doit avoir d'une entreprise, c'est de ne pas discriminer sur autre chose que la compétence. On peut même estimer normal, à compétence égale, dans un premier temps, de favoriser le « minoritaire » car il faut venir à bout des tabous, du refus de la diversité, de sa négation parfois et créer un univers dans lequel la différence est une source de richesse. C'est tout. L'entreprise n'est pas un garage de réparation de la société et elle doit éviter d'en accroître les dérives.

La woke culture est désormais un fourre-tout dans lequel se glissent tous ceux qui ont trouvé un nouveau moyen de nier ce qui représente un ordre naturel, présenté comme dictatorial. Comprenez « blanc ». Au départ. Puis contre tout ordre « dominant ». On nous invente des troisièmes sexes, ou des non-sexes que la société et les entreprises seraient obligées de respecter, en construisant des pièces spécia-

les entre les toilettes homme et femme, sans savoir quel design adopter pour recevoir les « éléments » des « uns/unes/ne sait pas/ ne veut pas savoir » ou des autres. Il faut laisser d'ex-Robert de 1,90 m et 90 kg, devenus femmes, faire de la lutte avec des Thaïlandaises de 1,50 m et 45 kg et déclarer le match olympique équitable au nom du respect des choix. Cela devient du grand n'importe quoi, même pour les plus progressistes.

L'entreprise y est soumise un peu plus chaque jour. Elle doit faire à la place des politiques et des intellectuels. Elle doit réparer la planète, assurer l'égalité des sexes, quel que soit le nouveau nombre de ceux-ci, faire de la place aux cultes, être multicolore, assurer la formation, l'égalité des chances. Hallucinant.

Pourquoi diable lui imposer ce que le politique ne fait pas ? Pourquoi cède-t-elle ? Avec faiblesse pour en faire de fallacieux arguments marketing. Le « love power », on aime tout le monde,

on laisse les uns prier six fois par jour, les autres construire des toilettes pour troisième sexe. Dans le même temps, on interdit les statistiques sur l'origine raciale, ce que les États-Unis font sans que cela ne gêne personne et qui permet au moins de faire un réel état des lieux des inégalités réparées.

Derrière l'écran, nombre de DRH vous parlent, dans les régies de transport, nationales ou régionales, de ces chauffeurs qui demandent à ne plus transporter des femmes. Et si un dirigeant ose élever la voix, il est crucifié sur la place publique par la nouvelle « fashosphère » du politiquement correct. On appelle cela la « cancel culture » aux États-Unis, on « t'annule » à coups de tweets véhiculés par une minorité activiste. Une minorité active est toujours plus forte qu'une majorité silencieuse.

« L'entreprise n'est pas un garage de réparation de la société. »

Le prix de la lâcheté...

C'est une très mauvaise idée pour les entreprises de céder. Elles le paieront cher. C'est le prix de la lâcheté et la marche arrière n'est pas une option. Il faut revenir à la raison. Il faut écouter Coluche et comprendre qu'on peut être le plus ouvert au monde, tout en se permettant de faire de l'humour sur tout et contester ce qui semble outrageant. Sans cette protection, on aboutira à la situation des entreprises américaines, dans laquelle, on fait quasiment de la ségrégation entre hommes et femmes dans les soirées entreprises ou les voyages professionnels, car la moindre conversation amusée ou une main sur l'épaule se transforme en procès pour harcèlement. Du coup, les hommes et les femmes ont une relation détestable ou insipide, qui pénalise au final l'interaction et l'entreprise.

... Et ses conséquences

Ce type de réaction nuira à la productivité. Elle naît de la confiance et de l'union, pas de la méfiance et de la division. Les entreprises vont y perdre en organisation, car cohabiter avec des gens qui ne cherchent qu'à affirmer une différence est impossible. Les entreprises vont y perdre en réputation, car les procès ou le boycott de leurs produits leur coûteront une fortune, à la moindre erreur. Les RH vont s'arracher les derniers cheveux qui leur restent, on appelle cela « s'RHcher les cheveux ». La précaution va l'emporter sur la raison, et freinera encore plus le quotidien des grands groupes. La woke culture mérite qu'on la « cancel » au plus vite. Elle n'a plus rien à voir avec le légitime combat pour l'intégration, désintégrant-la. Entrepreneurs, ne vous laissez pas faire.